

A2D ASSURANCES
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 40.000 €
Siège Social : 22 Avenue de Montolivet 13004 MARSEILLE

B 492 041 926

DECLARATION DE CONFORMITE ET DE REGULARITE

LES SOUSSIGNES :

- La Société A2D ASSURANCES, anciennement LES 2 DAVID,
Société à responsabilité limitée au capital de 40.000 Euros, ayant son siège social à
MARSEILLE – 13004 – 22 Avenue de Montolivet, immatriculée au RCS de Marseille
sous le numéro 492 041 926,

Représentée par son gérant, Monsieur David NICOLAU,

- La Société A2D ASSURANCES,
Entreprise Unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 1.000 Euros, ayant
son siège social à MARSEILLE – 13004 – 22 Avenue de Montolivet, immatriculée au
RCS de Marseille sous le numéro 489 295 881,

Représentée par son unique associé, Monsieur David DUBOIS, et sa gérante Madame
Anne-Caroline ZIMBLER,

Déclarent conformément à l'article L. 236-6 d Code de Commerce, qu'il a été procédé
à la fusion des sociétés A2D ASSURANCES et LES 2 DAVID, par voie d'absorption de
la première par la deuxième, et, qu'à cet effet, les opérations suivantes ont été
réalisées :

- Le projet de fusion a été conclu et signé par les sociétés participantes le 26 mai
2011,

- Aux termes de l'assemblée du 27 mai 2011, les associés de la Société LES 2 DAVID
ont décidé à l'unanimité de ne pas procéder à la nomination d'un commissaire à la
fusion,

- Aux termes d'une délibération du 27 mai 2011, l'Associé unique de la Société A2D
ASSURANCES a décidé de ne pas procéder à la nomination d'un commissaire à la
fusion,

DN
DN AC2

- Un original du projet a été déposé le 9 juin 2011 au Greffe du Tribunal de Commerce de Marseille au titre des deux sociétés participantes,

Il a, en outre, fait l'objet d'un avis inséré le 25 juin 2011 dans le journal d'annonces légales « Les Nouvelles Publications » n° 9641, au titre des deux sociétés participantes,

- Les documents prévus par la loi ont été mis à la disposition des associés au siège social des sociétés dans les délais légaux,

- Les créanciers non obligataires des sociétés participantes ont eu la faculté de former opposition au projet de fusion. Aucun d'entre eux n'a usé de ce droit.

- Par décision en date du 16 août 2011, l'associé unique de la société absorbée a :

- Approuvé le projet de fusion prévoyant la transmission du patrimoine de la Société au profit de la Société LES 2 DAVID/ A2D ASSURANCES, et spécialement le rapport d'échange proposé,
- Décidé l'opération avec effet au 1^{er} janvier 2011,
- Constaté la dissolution sans liquidation de la société au jour de la réalisation définitive de l'opération.

- L'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante réunie régulièrement le 16 août 2011, et ayant délibéré aux conditions de quorum et majorité, a :

- Approuvé le projet de fusion prévoyant la transmission du patrimoine de l'EURL A2D ASSURANCES au profit de la société LES 2 DAVID/A2D ASSURANCES,
- Approuvé toutes les conditions de l'opération et spécialement le rapport d'échange proposé,
- Décidé l'opération et en conséquence l'augmentation de capital en résultant avec effet au 1^{er} janvier 2011,
- Constaté la réalisation définitive de l'opération.

- L'avis de dissolution de l'EURL A2D ASSURANCES a été publié dans le journal d'annonces légales « Les Nouvelles Publications » du 16.. septembre 2011.

- L'avis de l'augmentation de capital de la société LES 2 DAVID / SARL A2D ASSURANCES a été publié dans le journal d'annonces légales « Les Nouvelles Publications » du 16.. septembre 2011.

- Avec deux originaux de la présente déclaration, sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Marseille pour le compte de la société absorbante :

- Deux exemplaires du procès-verbal de l'assemblée générale du 16 août 2011,
- Deux exemplaires des statuts mis à jour,
- Un exemplaire du journal d'annonces légales « Les Nouvelles Publications » du 16. septembre 2011.

DD PN
AC

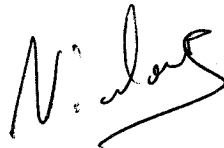
- Avec deux originaux de la présente déclaration, sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Marseille pour le compte de la société absorbée :

- Deux exemplaires du procès-verbal de la décision de l'associé unique en date du 16 août 2011,
- Un exemplaire du journal d'annonces légales « Les Nouvelles Publications » du 16. septembre 2011.

En conséquence des déclarations qui précèdent, les soussignés affirment que la fusion des sociétés A2D ASSURANCES et LES 2 DAVID par voie d'absorption de la première par la deuxième, a été réalisée conformément à la loi et aux règlements.

Fait en 6 exemplaires,
A Marseille, le 14/09/2011

SARL AD2 ASSURANCES (anciennement LES 2 DAVID)



EURL A2D ASSURANCES



SOCIETE A2D ASSURANCES

**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 40.000 Euros**

**SIEGE SOCIAL : 22 Avenue de Montolivet
13004 MARSEILLE**

RCS 492 041 926

STATUTS MIS A JOUR

AVEC EFFET AU 1^{er} JANVIER 2011

(Suivant assemblée générale extraordinaire du 16 AOÛT 2011)

Certifié conforme
DS

Imprimé à : S I E DE MARSEILLE 7, 9 ET 105MA
L. 31/07/2006 Bardeau n° 2006/19 Case n° 3
Imprimé :
Total Imprimé : zéro euro
Montant reçu : zéro euro
L'Agent

Rd 1786

Société A2D ASSURANCES
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 40.000 Euros
Siège social : 22 Avenue de Montolivet
13004 MARSEILLE

Entre les soussignés :

Monsieur DUBOIS David,

Résident 29 bd de la corderie 13007 Marseille, né le 20 Août 1974 à Marseille, de nationalité française, Célibataire

Et

Monsieur NICOLAU David,

Résident chemin de Baume de Marron , le vieux BOUILLADISSE, 13720 LA BOUILLADISSE, né le 5 décembre 1978 à ANNECY (Haute Savoie), de nationalité française, marié sous le régime de la séparation de biens.

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une entreprise à responsabilité limitée qu'ils ont décidé d'instituer.

STATUTS

Article 1 - Forme

La société est une société à responsabilité limitée par les dispositions législative et réglementaires en vigueur et à venir ainsi que par les présents statuts.
Elle fonctionne indifféremment sous la forme de société à responsabilité limitée avec un ou plusieurs associés.

Article 2 - Objet

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger : courtage en assurances et crédits ; et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, financières,

DD 1 M

industrielles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous les objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Article 3 – Dénomination sociale

Suite à l'assemblée générale en date du 16 août 2011, la société a désormais pour dénomination sociale **A2D ASSURANCES**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et l'énumération du capital social.

Article 4 – Siège Social

Suite à l'assemblée générale en date du 16 août 2011, le siège social est désormais fixé **22 Avenue de Montolivet 13004 MARSEILLE**.

Il peut être transféré soit par décision de l'associé unique, soit, en cas de pluralité d'associés, par décision collective extraordinaire des associés.

Article 5- Durée

La société a une durée de quatre vingt dix neuf années, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 - Apports

Monsieur DUBOIS David apporte et verse à la société une somme totale de 8 000 euros correspondant à cinquante parts au nominale 160 chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées.

Monsieur NICOLAU David apporte et à la société une somme totale de 8 000 euros correspondant à cinquante parts au nominale 160 Euros chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées.

La somme versée, soit 16 000 euros, a été déposée le 31 Juillet 2006, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à la banque BNP PARIBAS, agence St Ferréol 13001 Marseille, sous le N° : 00010091322

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

 2 

ARTICLE 7 – Capital Social

Le capital social initial était fixé à SEIZE MILLE EUROS (16.000 Euros), divisé en 100 parts de 160 Euros chacune.

L'EURL A2D ASSURANCES a fait apport, à titre de fusion, à la société LES 2 DAVID, de la totalité de son actif et de son passif. En rémunération de l'apport, la société LES 2 DAVID a augmenté son capital de 24.000 euros par l'émission de 150 parts de 160 Euros chacune, de même catégorie que les anciennes, entièrement libérées, et attribuées à l'associé unique de l'EURL A2D ASSURANCES à raison de 3 parts de la société LES 2 DAVID contre 2 parts de l'EURL A2D ASSURANCES.

Des termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'associé unique de l'EURL A2D ASSURANCES en date du 16 août 2011 et du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société LES 2 DAVID en date du 16 août 2011, il résulte que le projet de fusion a été approuvé, que la fusion est devenue définitive le 16 août 2011 et que la société LES 2 DAVID a la jouissance des biens depuis la date du 1^{er} janvier 2011.

En conséquence de cette augmentation de capital, le capital social a été fixé à 40.000 Euros. Il est divisé en 250 parts de 160 Euros chacune, de même catégorie entièrement libérées et actuellement réparti de la manière suivante :

- Melle Anne Caroline ZIMBLER

CINQUANTE PARTS, numérotées de 1 à 50 inclus 50 parts

- M. David NICOLAU

CINQUANTE PARTS, numérotées de 51 à 100 inclus 50 parts

- M. David DUBOIS

CENT CINQUANTE PARTS, numérotées de 101 à 250 inclus..... 150 parts

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social 250 parts

Article 8 - Augmentation et réduction du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou par décision extraordinaire de la collectivité des associés qui fixe les conditions de l'opération.

Article 9 - Parts sociales

9.1/ Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables. Leur propriété résulte des présents statuts, des actes modificatifs et des cessions ou mutations ultérieures régulièrement consenties et publiées.

9.2/ Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

9.3/ Chaque part est indivisible. En cas de pluralité d'associés, les propriétaires indivis doivent se faire représenter par un mandataire unique choisi parmi eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par le président du tribunal de commerce à la demande du plus diligent.

Si des parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Article 10 - Cessation des parts sociales

10.1/ Toute cessation de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle ne devient opposable à la société qu'après accomplissement des formalités de l'article 1690 du Code Civil ou dépôt d'un original de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposables aux tiers, les cessions de parts doivent faire l'objet d'un dépôt au Registre du commerce et des sociétés.

10.2/ Les cessions de parts consenties par l'associé unique sont libres.

10.3/ En cas de pluralité d'associés :

- les cessions de parts entre associés ainsi qu'aux conjoints, ascendants ou descendants sont libres ;
- les parts ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de trois mois à compter de la dernière de ces notifications, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession des parts, les associés sont tenus dans les trois mois de la notification du refus d'agrément effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquiescer ou de faire les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

DD 3 R

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai, réduire son capital social du montant nominal desdites parts et de les racheter à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Si à l'expiration du délai susvisé, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession prévue.

Ces dispositions s'appliquent à tous les cas de cessions, y compris en cas d'apport en nature, de fusion ou de scission ou d'attribution en nature consécutive à la liquidation d'une société.

Article 11 - Transmission des parts sociales par décès ou liquidation de communauté

11.1/ En cas de décès de l'associé unique, la société continue de plein droit entre ses héritiers ou ayants droit et, le cas échéant, son conjoint survivant..)

En cas de liquidation de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la société continue, soit avec un associé unique si les parts sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec l'un des deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

11.2 / en cas de pluralité d'associés :

- Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou de liquidation de communauté de biens entre époux.
- En cas de décès d'un associé, les héritiers ou ayant droits ne deviennent associés qu'après avoir agréé dans les conditions légales pour les cessions de parts à des tiers. Il en va de même en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Article 12 – Revendication de la qualité d'associé par le conjoint commun des biens

Lorsque le conjoint commun en biens d'un associé notifie son intention d'être associé postérieurement à un apport de biens communs, il ne peut devenir associé que s'il est agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'agrément du conjoint résulte soit de la notification de la décision d'agrément, soit du défaut de réponse dans les trois mois de la notification de la revendication au conjoint.

En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve sa qualité d'associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

Article 13 – Nantissement des parts sociales

Le nantissement des parts sociales doit être constaté par acte notarié ou seing privé, enregistré et signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique.

4 

Lorsque la société a donné son consentement à un profit de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues à l'article 10 des présents statuts pour l'agrément des cessions de parts au profit de tiers, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties conformément à l'article 2078, alinéa 1^{er} du code civil, sauf si la société ne préfère, postérieurement à la cession, racheter sans délai les parts sociales en vue d'une réduction de son capital.

En cas de défaut de notification à la société du projet de nantissement comme en cas de refus d'agrément, l'adjudicataire des parts faisant l'objet d'une réalisation forcée devra être soumis à l'agrément de associés.

Article 14 – Nomination des gérants

14.1/ La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommées ou sans limitation de durée. Le ou les gérants sont désignés par l'associé unique en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

14.2/ Le premier gérant est désigné soit dans les statuts, soit par acte séparé.

14.3/ Le gérant doit consacrer le temps et les soins aux affaires sociales.

Article 15 – Cessation des fonctions de gérants

15.1/ Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

15.2/ le gérant peut résilier ses fonctions moyennant un préavis de deux mois notifié à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16 – Pouvoir des gérants

16.1/ dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs ci-dessus. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, sauf s'il est établi qu'ils en avaient eu connaissances.

16.2/ En cas de pluralité d'associé, et dans les rapports entre associé, le gérant peut accomplir tout actes de gestion dans l'intérêt de l'entreprise.

Article 17 – Rémunération des gérants

La rémunération du gérant est fixée par la décision de nomination

5 

Article 18 – Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés lorsque la société atteint les seuils réglementaire. Ils exercent leur mission conformément à la loi et sont désignés pour six exercices.

Article 19 – Conventions réglementées

19.1/ Les conventions conclues entre l'associé unique et la société font seulement l'objet d'une mention au registre des délibérations.

S'il n'existe pas de commissaires aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'autorisation préalable de l'associé unique.

19.2/ En cas de pluralité d'associés, les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou de l'un de ses associés, doivent faire l'objet des procédures et de contrôle prévus par la loi.

19.3/ Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

Article 20 – Convention interdites

A peine de nullité, un gérant ou un associé autre qu'une personne morale ne peut contracter un emprunt auprès de la société, se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou se faire avaliser ou cautionner par elle ses engagements. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées. Cette même prohibition existe à l'égard des conjoints, ascendants et descendants des conjoints et associés de même qu'en cas d'interposition de personne.

Article 21 – Comptes courants

Tout associé peut mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées, soit par accord entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Ainsi les avances consenties par les associés ou les gérants à la société à la procédure de contrôles des conventions prévues par la loi.

Article 22 – Décisions de l'associé unique ou décisions collectives des associés

22.1/ Lorsque la société est unipersonnelle, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

2006 

22.2/ Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions collectives sont prises, soit en assemblée, soit par consultation écrite ou peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, sauf lorsque la loi impose la tenue d'une assemblée.

22.3/ Chaque associé a, au sein de l'assemblée générale, le droit de se faire représenter par un autre associé, son conjoint ou tout autre personne de son choix. Il ne peut toutefois se faire représenter par un autre associé si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint si la société ne comprend que les deux époux.

22.4/ Les décisions collectives ordinaires, c'est à dire celles qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni la modification des statuts, sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont alors prise à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votant.

La révocation des gérants doit toujours être décidée à la majorité absolue.

22.5/ Les décisions extraordinaires sont adoptées, sauf exceptions prévues par la loi, par les associés représentant au moins les trois quarts des part sociales.

Article 23 – Exercice social

Chaque exercice social a une durée qui commence le 1^{er} Avril et finit le 31 mars.
Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société jusqu'au 31 Mars.

Article 24 – Comptes sociaux

24.1/ le gérant établit le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels. L'associé unique approuve les comptes annuels dans le délai de six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

24.2/ En cas de pluralité d'associé, l'assemblée générale doit approuver les comptes annuels dans les 6 mois de la clôture de l'exercice.

Article 25 – Affectation des résultats

Après approbation des comptes et constatations d'un bénéfice distribuable, conformément à la loi, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à l'associé unique ou aux associés à titre de dividende. Chaque associé a dans les bénéfices une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il détient.
L'associé unique ou l'assemblée générale peuvent constituer tous postes de réserves.

Article 26 – capitaux propres inférieurs à la moitié du capital

20 7 *[Signature]*

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique - ou si la société est devenue pluripersonnelle, la collectivité des associés statuant à la majorité requis pour les modifications des statuts - décide dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes annuels ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution de la société n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve de maintenir le capital minimum légal, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation des dispositions qui précèdent comme dans le cas où l'associé unique ou les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Toutefois le tribunal ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue la régularisation a eu lieu.

Article 27 - Dissolution - Liquidation

27.1 / la société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait eu liquidation.

Lorsque la société comporte qu'un seul associé, personne physique, la dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est reparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

27.2/ Lorsque toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, la dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société.

En cas de décision de dissolution prise par l'associé unique, personne physique, la liquidation de la société n'est effectuée conformément aux dispositions légales. Si la décision de dissolution est prise par l'associé unique, personne morale, conformément à l'article 1844-5 du code civil, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve des oppositions des créanciers sociaux.

Article 28 - Contestations

DD⁸ Dr

Les contestations relatives aux affaires sociales survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés, ou entre la société et les associés, seront soumises au tribunal de commerce compétent.

Article 29 – Actes accomplis pour le compte de la société en formation

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation a été annexé aux statuts. La signature de ceux-ci emportera reprise de ces engagements par la société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Les associés soussignés passeront également les actes et les engagements suivants pour le compte de la société :

LES 2 DAVID

Ils seront repris par la société du seul fait de son immatriculation.

Article 30 – Frais – Pouvoirs

Les frais, droit et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicités.

Article 31 – Nomination des premiers gérants

Monsieur DUBOIS David, soussigné, est gérant de la société.

Monsieur NICOLAU David, soussigné, est co-gérant de la société

Les associés soussignés déclarent opter pour le régime de l'impôt sur les sociétés.

Fait à Marseille, le 31 Juillet 2006
En huit exemplaires

